

# ACTION URGENTE

## GUYANA. UN MILITANT POLITIQUE TUÉ AVANT LES ÉLECTIONS

**L'homicide d'un militant politique au Guyana pendant la période pré-électorale suscite des craintes quant à de nouvelles violences et des restrictions de la liberté d'expression.**

Le militant politique **Courtney Crum-Ewing** a été tué le 10 mars 2015 à Georgetown, la capitale du pays, peu après avoir appelé les habitants à voter lors des prochaines élections législatives, prévues le 11 mai, contre le parti au pouvoir. L'autopsie révèle qu'il a reçu cinq balles, dont trois à la tête et une tirée à bout portant dans la nuque. La police a déclaré que quatre hommes à bord d'une voiture s'étaient approchés du militant et avaient tiré avant de s'enfuir. Quelques jours plus tard, deux des auteurs présumés ont été arrêtés, mais le 16 mars, la police a annoncé qu'ils bénéficieraient probablement d'un non-lieu.

Courtney Crum-Ewing avait organisé une manifestation pendant plusieurs semaines, entre novembre et décembre 2014, devant le bureau du procureur général pour réclamer sa démission à la suite d'allégations de corruption et de menaces à l'égard de journalistes. Ces derniers mois, ce militant avait signalé avoir reçu des menaces de la part de membres du parti au pouvoir, et déposé deux plaintes auprès de la police. Après son décès, sa mère a déclaré que ces menaces n'avaient pas fait l'objet de mesures appropriées.

Plusieurs membres du parti au pouvoir et de l'opposition ont condamné cet homicide et appelé la police à mener une enquête minutieuse sur ces événements. Néanmoins, au vu du contexte électoral sensible et du bilan médiocre de la police quant au fait de traduire en justice les responsables présumés dans des affaires de meurtre très médiatisées, il est à craindre que la mort de Courtney Crum-Ewing n'exacerbe les tensions politiques, provoque de nouvelles violences et entraîne des restrictions de la liberté d'expression.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :**

- appelez les autorités à diligenter sans délai une enquête minutieuse, indépendante et impartiale sur cet homicide, et à traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à garantir un climat favorable à l'exercice pacifique du droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion, et d'autres droits civils et politiques ;
- engagez-les à fournir une protection adéquate aux militants politiques, journalistes et défenseurs des droits humains qui sont peut-être en danger pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression.

#### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 AVRIL 2015 À :**

Premier ministre  
Samuel A A Hinds  
Office of the Prime Minister  
Wight's Lane, Kingston  
Georgetown, Guyana  
Fax : +592 226 7573  
Courriel : [opm@networksgy.com](mailto:opm@networksgy.com)  
Formule d'appel : *Dear Prime Minister, / Monsieur le Premier ministre,*

Commissaire de police  
Seelall Persaud  
Police Headquarters  
Young St., Eve Leary  
Georgetown, Guyana  
Fax : +592 123 3456  
Email : [info@guyanapoliceforce.gy](mailto:info@guyanapoliceforce.gy)  
Formule d'appel : *Dear Commissioner, / Monsieur,*

**Copies à :**  
Procureur général et ministre des Affaires juridiques  
Mohabir Anil Nandall  
95 Carmichael Street  
Georgetown, Guyana  
Fax : +592 227 5419  
Courriel : [anilnandall@hotmail.com](mailto:anilnandall@hotmail.com)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Guyana dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

# ACTION URGENTE

## GUYANA. UN MILITANT POLITIQUE TUÉ AVANT LES ÉLECTIONS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

La situation politique au Guyana est devenue tendue depuis novembre 2014, lorsque le président a eu recours à une disposition constitutionnelle rarement utilisée qui lui a permis de suspendre le parlement avant le vote d'une motion de censure. Celui-ci a expliqué que cette démarche était nécessaire « pour laisser plus de temps aux partis représentés au parlement pour débattre » et trouver une solution à certaines questions nationales. L'opposition a dénoncé cette mesure, la qualifiant d'antidémocratique et servant, selon elle, à ne pas appeler à des élections. Le 24 février dernier, le président a finalement annoncé la dissolution du parlement et la tenue d'élections législatives le 11 mai.

Au Guyana, les politiques en vigueur entretiennent depuis longtemps un fossé ethnique entre d'un côté la population d'origine africaine, qui soutient le parti le plus important, et de l'autre les descendants d'Indiens. Bien que ces communautés vivent plutôt en harmonie, chacune a été victime par le passé de violences raciales commises par l'autre, ce qui a laissé des souvenirs douloureux et entraîné des tensions sous-jacentes. Le 14 mars dernier, l'Association guyanienne des droits humains a exprimé des craintes quant au fait que « le meurtre de Courtney Crum-Ewing puisse être vu comme le début d'un processus de manipulation, utilisant l'insécurité ethnique pour pousser les gens à voter pour une "race" plutôt que pour des convictions politiques ». Elle a ajouté que « ces tactiques [influençaient] les élections au Guyana depuis 60 ans ».

Courtney Crum-Ewing avait commencé à manifester contre le procureur général après la diffusion d'un enregistrement dans lequel ce dernier indiquait à des journalistes du journal indépendant *Kaieteur News* qu'ils prenaient des risques s'ils continuaient de faire le lien entre le gouvernement et des affaires de corruption. Le 18 novembre dernier, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme a adressé une demande de mesures conservatoires au nom de trois journalistes de *Kaieteur News*, invitant le Guyana à faire le nécessaire pour assurer la protection de ces personnes dans le respect de leurs souhaits, et à enquêter sur les événements. En décembre, le directeur des poursuites publiques a annoncé qu'aucun élément ne permettait d'inculper le procureur général.

Au Guyana, la diffamation est une infraction grave passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à deux ans, et les autorités y ont recours pour intenter des actions en justice à l'encontre de journalistes les accusant d'avoir commis des actes répréhensibles. En 2006, *Kaieteur News* a été la cible d'une attaque au cours de laquelle quatre de ses employés ont été abattus. Bien que plusieurs personnes aient été inculpées dans cette affaire, aucune n'a été déclarée coupable.

Nom : Courtney Crum-Ewing

Homme

AU 63/15, AMR 35/1232/2015, 17 mars 2015